

L'Alliance du Pacifique :

Etat des lieux, enjeux et perspectives



Olivia Ronsain

01/11/2013

DECLARATION DE LIMA ET CREATION DE LA HUITIEME ECONOMIE MONDIALE

L'Alliance du Pacifique a été fondée lors de la Déclaration de Lima le 28 avril 2011¹ et de la signature de l'Accord du Pacifique le 6 juin 2012 à Antofagasta au Chili. Elle réunit les quatre pays fondateurs que sont le Mexique, la Colombie, le Chili et le Pérou. Cette initiative péruvienne s'inscrit dans la lignée de l'Arc du Pacifique, créé en 2008 et regroupant tous les Etats latino-américains bordés par l'océan Pacifique, dans le but d'intensifier leurs relations avec la zone d'Asie Pacifique. L'Alliance du Pacifique regroupe un nombre d'Etats plus restreint que l'Arc du Pacifique. Ces quatre pays jouissent d'une économie en plein essor. Le Mexique, le Chili et le Pérou, constituent avec le Panama et le Costa Rica le moteur économique de la croissance latino-américaine depuis deux ans². Par ailleurs, leurs visions politiques et économiques convergentes permettent une progression rapide et solide.

Les quatre Etats fondateurs de l'Alliance forment la huitième économie mondiale et représentent 35% du PIB (Produit Intérieur Brut) d'Amérique latine, à savoir 2010 milliards de dollars en 2012³. A terme, ces pays souhaitent développer les IDE - Investissements Directs de l'Etranger - qui s'élèvent pour l'instant à 70 milliards en 2012⁴, ce afin de stimuler le dynamisme régional et l'emploi. En deux ans, ces Etats se sont réunis lors de sept sommets et sept réunions interministérielles, une forte activité qui a permis des avancées rapides sur de nombreux sujets.

La plus haute instance politique est la réunion annuelle des présidents. L'organe exécutif est le conseil interministériel (ministres des affaires étrangères et ministres du commerce). Le GAN, Groupe de Haut-Niveau, s'assure de la supervision et du suivi des accords passés. La présidence annuelle et tournante de l'Alliance est accordée au président colombien Manuel Santos depuis mai 2013. Le 7 mai de cette même année, les quatre Etats membres ont posé les bases pour constituer un Parlement de l'Alliance du pacifique⁵.

¹ Site web de l'Alliance du Pacifique, *la Alianza del Pacifico y sus objetivos*, consulté le 3 septembre 2013, disponible sur : http://alianzapacifico.net/que_es_la_alianza/la-alianza-del-pacifico-y-sus-objetivos/

² Jean-Jacques Kourliandsky, *Amérique latine : entre Alliance Atlantique et forum du pacifique*, le 17 juin 2013, disponible sur <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article8317>

³ Ambassade de France au Mexique, *Mexique : l'Alliance du Pacifique est le fer de lance de la politique économique extérieure en Amérique latine*, le 9 mai 2013, disponible sur : https://www.tresor.economie.gouv.fr/7325_mexique-lalliance-du-pacifique-est-le-fer-de-lance-de-la-politique-economique-exterieure-en-amerique-latine

⁴ Olivier Meunier, *Sommet de l'Alliance du pacifique en Colombie : Inclusif et prometteur du changement*, Université de Sherbrooke, disponible sur : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=1627>

⁵ SELA, *La Alianza del pacifico en la integracion Latinoamericana y Caribeña*, mai 2013, disponible sur : http://www.sela.org/view/index.asp?ms=258&pageMs=75192&new_id=112949

Actuellement, l'Alliance du Pacifique compte quinze Etats observateurs : d'une part des puissances traditionnelles telles que les Etats-Unis, le Canada, la France et le Japon, et d'autre part des Etats latino-américains, comme le Guatemala, le Honduras, l'Equateur, l'Uruguay et le Paraguay⁶. Le statut d'Etat observateur peut constituer un tremplin à l'intégration en tant qu'Etat membre, comme on le constate dans le cas du Costa Rica.

L'INTEGRATION COMMERCIALE ET LE RAPPROCHEMENT DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE COMME PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'ALLIANCE

1. L'INTEGRATION COMMERCIALE LATINO-AMERICAINE

L'Alliance du Pacifique a vocation à intensifier l'intégration économique des pays membres et à favoriser la libre circulation des biens, services, personnes et capitaux. En effet, le libre-échange permettrait de stimuler les économies des pays de la zone, et de renforcer leurs émergences économiques, engendrant grâce à l'ouverture de nouveaux marchés la création d'emplois, le renforcement de certaines industries et l'accroissement des IDE. Par conséquent, c'est le renforcement des économies nationales et l'émergence économique de ces Etats qui sont en jeu pour pouvoir peser de manière plus importante sur la scène internationale. D'ailleurs en 2012⁷, les quatre agences nationales de promotion commerciale pour le développement d'activités communes se sont entendues pour créer un bureau commun des pays de l'Alliance du Pacifique pour la promotion des investissements⁸.

Le **libre-échange** est une politique populaire en Amérique latine depuis les années 1990, mais elle peine à aboutir et à se pérenniser au sein des alliances, comme on le remarque dans les cas du MERCOSUR, le principal concurrent à l'Alliance, et du projet de ZLEA - Zone de Libre-échange des Amériques - qui avait également pour but d'instituer une zone de libre-échange entre les pays des Amériques.

Le MERCOSUR, institué en 1991 dans le but de créer une zone de libre-échange entre les quatre Etats fondateurs (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), n'a pas réalisé son objectif premier, c'est-à-dire une union douanière entre les pays membres. Les divergences en matière de politique économique entre le

⁶ Site web de l'Alliance du Pacifique, *cuatro países solicitan ser observadores de la Alianza del Pacífico*, consulté le 28 août 2013, disponible sur : <http://alianzapacifico.net/cuatro-paises-solicitan-ser-observadores-de-la-alianza-del-pacifico/>

⁷ VII cumbre Alianza del Pacífico, consulté le 29 septembre 2013, disponible sur : <http://www.viicumbrealianzadelpacifico.com/abec-cumbre-alianza-del-pacifico>

⁸ SELA, *La Alianza del pacífico en la integración Latinoamericana y Caribeña*, mai 2013, p.16, disponible sur : http://www.sela.org/view/index.asp?ms=258&pageMs=75192&new_id=112949

Brésil et l'Argentine, les deux leaders du marché commun, le nombre croissant de mesures protectionnistes et la politique économique néo-développementaliste adoptée par l'Argentine n'ont pas été favorables à l'intégration régionale. Cette union douanière inachevée permet de mesurer l'importance de la convergence politique et économique entre les pays membres d'une alliance pour l'avancée des accords de libre-échange.

La zone de ZLEA (ou FTAA en anglais), impulsée en 1994 par les Etats-Unis, visait à fédérer au sein d'une même alliance tous les Etats des Amériques du nord et du sud, pour prolonger la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA) à tout le continent. Ce projet a été abandonné lors du cycle de Doha en raison de fortes oppositions⁹ à la présence des Etats-Unis dans cette alliance économique, considérée comme un risque d'ingérence dans les affaires latino-américaines. La ZLEA périclète en 2005 suite à de nombreuses manifestations dans plusieurs pays de la région, protestant contre la mise en place d'un modèle trop libéral et défendant la protection de leurs industries en favorisant l'économie et la production nationale, opposition soutenue par le MERCOSUR. Ce projet confrontait déjà deux conceptions de l'ouverture économique de ces pays. De leur côté, les Etats-Unis ont préféré la signature d'accords bilatéraux avec certains Etats comme le Chili en juin 2003¹⁰, à la signature d'un accord plus global avec les membres de cette zone. Les accords bilatéraux sont également mis en place par les Etats latino-américains afin de stimuler les échanges, à l'instar du Mexique et du Chili, qui ont signé un FTA - *Free Trade Agreement* - en 1998¹¹. L'échec de la concrétisation de la ZLEA démontre l'importance d'une convergence politique pour la mise en place d'un accord économique.

Un des objectifs de l'Alliance du Pacifique serait d'arriver, à terme, à une libre circulation des personnes : la collaboration entre les autorités a déjà permis la levée des visas pour les ressortissants nationaux lors de leurs déplacements dans les pays tiers, accomplissement remarqué par les présidents lors de la déclaration de Cali en Colombie le 23 mai 2013¹².

Par ailleurs, les chefs d'Etat ont réfléchi à la création d'un « visa Alliance du Pacifique », qui permettrait aux touristes bénéficiant du visa d'un des pays membres de voyager dans les autres pays de l'Alliance, mais ce projet ne s'est pas concrétisé à l'heure actuelle. En outre, ils entendent favoriser la libre circulation des capitaux, au travers du MILA (Marché Intégré Latino-Américain), qui regroupe les places financières de Colombie, du Chili et du Pérou, pour une meilleure intégration des économies et des marchés

⁹ Les pays dans lesquels de fortes oppositions envers ce projet se sont manifestées sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, Cuba, l'Equateur, le Honduras, le Nicaragua, la République Dominicaine et le Venezuela.

¹⁰ Le Nouvel Observateur, *Accord de libre-échange entre les USA et le Chili*, le 16 juin 2003, disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20030607.OBS1970/accord-de-libre-echange-entre-les-usa-et-le-chili.html>

¹¹ Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, 2^{ème} édition, Armand Colin, 2011, p.231

¹² Cancilleria de Colombia, *Declaración de Cali*, disponible sur : <http://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/declaracion-cali-suscrita-la-septima-cumbre-la-alianza-del-pacifico-los-presidentes>

de capitaux¹³ : c'est **une approche novatrice** au regard des autres alliances et accords de coopération économique en Amérique latine.

2. L'INTENSIFICATION DES RELATIONS AVEC L'ASIE PACIFIQUE

Les Etats membres entendent également intensifier leurs échanges internationaux avec la zone d'Asie Pacifique au dynamisme économique remarquable. Cette orientation s'inscrit dans un **cadre plus général d'intérêt croissant pour la zone Asie-Pacifique** : le Chili, le Pérou et le Mexique sont membres de l'APEC (Coopération Economique d'Asie Pacifique) et l'entrée de la Colombie est en cours de négociation¹⁴. Ces accords ont pour objectif de renforcer l'intégration commerciale des économies latino-américaines et leur ouverture vers des marchés porteurs.

Les échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Asie Pacifique sont importants aux échelles nationales respectives. En 2012, la Chine constitue le deuxième importateur des quatre pays fondateurs de l'Alliance du Pacifique : elle représente 15,5% des importations du Mexique, 11,5% des importations de la Colombie, 13,9% des importations du Pérou et 18,2% des importations du Chili. Le Pérou exporte 19,7% de sa production vers la Chine, un chiffre considérable, et 6,5% vers le Japon ; le Chili exporte vers le Japon 10,6% de sa production, un montant important également¹⁵. On remarque cependant que les faveurs latines se destinent principalement à la Chine puis au Japon, mais peu vers l'Inde, l'Indonésie ou les autres pays de la région Asie Pacifique. Il y a donc une polarisation des intérêts commerciaux en Asie Pacifique concentrée plus particulièrement sur ces deux Etats.

LE SOMMET DE CALI ET LES RECENTS PROGRES DE L'ALLIANCE

Le sommet de Cali, organisé le 23 mai 2013 en Colombie, constitua un moment charnière dans la constitution de l'Alliance du Pacifique : à cette occasion, les Etats membres entérinent un accord sur **l'élimination des droits de douane pour 90% des biens et services**¹⁶. Cette avancée considérable et emblématique est rendue possible grâce à la convergence politique et économique des pays membres,

¹³ Mercado Integrado latinoamericano, *Quienes somos*, consulté le 20 décembre, disponible sur : <http://mercadomila.com/QuienesSomos>

¹⁴ Ministère de l'économie du Canada, *Notes sur l'économie et le commerce en Colombie*, août 2012, disponible sur : <http://goo.gl/SpHpdX>

¹⁵ Toutes ces données, consultées le 2 septembre 2013, sont accessibles sur le CIA World Factbook, disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook>

¹⁶ Latin reporters, *L'Alliance du pacifique, pôle de libre-échange en Amérique latine*, consulté le 29 août 2013, disponible sur : <http://www.latinreporters.com/amlateco24052013iv.html>

favorables au libre-échange et à l'élimination des barrières douanières et des quotas. Cette entente permet une prise de décisions plus rapide.

Outre les accords entérinés lors de ce sommet, l'Alliance du Pacifique a réalisé de nombreuses autres avancées. En 2012, et afin de parvenir à une meilleure **circulation des personnes**, un accord est trouvé concernant l'élimination des visas pour les ressortissants colombiens et péruviens en visite au Mexique, dans une limite de 180 jours¹⁷. Un visa touristique « Alliance du pacifique¹⁸ » est également à l'étude, qui permettrait aux ressortissants des pays membres de l'Alliance de se déplacer dans les pays tiers avec un seul visa.

L'INTEGRATION DU COSTA RICA COMME NOUVEAU MEMBRE DE L'ALLIANCE DU PACIFIQUE

Lors du sommet de Cali en 2013, le Costa Rica a signé un accord d'échanges bilatéral avec la Colombie et a lancé son processus d'adhésion à l'Alliance, dont il deviendra le cinquième membre fin 2013¹⁹. La politique économique de l'actuelle présidente du Costa Rica Laura Chinchilla place au centre de ses priorités le développement des IDE afin de soutenir la croissance du pays, la diversification de la production et la création d'emplois²⁰. En ce sens, son adhésion à l'Alliance du Pacifique représente un enjeu important pour son développement économique²¹.

Par ailleurs, le Costa Rica entend devenir le partenaire principal de la Chine en Amérique centrale, alors que la puissance asiatique est déjà son second partenaire commercial. La visite du président chinois à son homologue costaricienne les 2 et 3 juin 2013 a permis la signature d'un accord sur le financement d'infrastructures et la discussion de la création d'une plateforme d'investissements²². La politique menée par le Costa Rica correspond à la volonté de convergence politique et économique des Etats membres de

¹⁷ VII cumbre Alianza del Pacifico, consulté le 29 septembre 2013, disponible sur : <http://www.viicumbrealianzadelpacifico.com/abec-cumbre-alianza-del-pacifico>

¹⁸ Latin reporters, *L'Alliance du pacifique, pôle de libre-échange en Amérique latine*, consulté le 29 août 2013, disponible sur : <http://www.latinreporters.com/amlateco24052013iv.html>

¹⁹ El Pais, *Colombia y Costa Rica firman el Tratado de Libre Comercio en Cali*, le 22 mai 2013, disponible sur <http://www.elpais.com.co/elpais/economia/noticias/colombia-firmara-tlc-con-costa-rica-durante-cumbre-alianza-pacifico-0>

²⁰ RFI, *Laura Chinchilla, prochaine présidente du Costa Rica*, 8 février 2010, disponible sur : <http://www.rfi.fr/contenu/20100208-laura-chinchilla-prochaine-presidente-costa-rica>

²¹ OCDE, *Attracting knowledge-intensive FDI to Costa Rica: challenges and policy options*, disponible sur : <http://www.oecd.org/countries/costarica/E-book%20FDI%20to%20Costa%20Rica.pdf>

²² Ministère de l'économie et des finances, *Costa Rica - développement des relations économiques avec la Chine*, le 12 juin 2013, disponible sur : http://www.tresor.economie.gouv.fr/7518_objet-visite-du-president-chinois-xi-jinping-au-costa-rica-3-4-juin-fortes-ambitions-dans-le-developpement-des-relations-economiques

l'Alliance²³. Son intégration comme membre permanent serait donc cohérente par rapport au projet commun.

LES NOUVEAUX CANDIDATS AU STATUT D'ÉTATS MEMBRES ET D'ÉTATS OBSERVATEURS

Le Guatemala et le Panama pourraient adhérer prochainement à l'Alliance du Pacifique. Quant au Canada, qui a déjà signé un accord de libre-échange avec le Mexique au travers de l'ALENA, il manifeste un intérêt accru pour cette alliance, bien qu'il n'envisage pas officiellement son intégration au bloc²⁴. Si sa position évoluait, il serait le premier membre non latino-américain à appartenir à l'Alliance, un signe fort pour l'avenir et l'image de cette dernière.

Lors du sommet de Cali²⁵, la France et le Portugal sont devenus respectivement les septième et huitième Etats observateurs européens, démontrant ainsi l'intérêt croissant et le potentiel économique de cette alliance, en particulier auprès de certaines puissances traditionnelles comme l'Allemagne. Le marché potentiel latino-américain compte pour 13%²⁶ dans le commerce de l'UE.

Etats membres et pays observateurs de l'Alliance du Pacifique en 2013

²³ Site web Alianza del Pacifico, *Valores estrategicos*, consulté le 24 novembre 2013, disponible sur : http://alianzapacifico.net/que_es_la_alianza_valor-estrategico/

²⁴ La presse.ca, *Harper n'envisage pas d'adhésion à l'Alliance Pacifique*, le 23 mai 2013, disponible sur : <http://www.lapresse.ca/economie/international/201305/23/01-4653792-harper-nenvisage-pas-dadhesion-a-lalliance-pacifique.php>

²⁵ Site web Alianza del Pacifico, *Declaracion de Cali*, consulté le 24 novembre 2013, disponible sur : <http://alianzapacifico.net/documents/cali.pdf>

²⁶ Marta Latek, *Commerce entre l'UE et l'Amérique latine – L'impact social de la libéralisation*, bibliothèque du parlement européen, le 20 juin 2013, disponible sur :

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130563/LDM_BRI\(2013\)130563_REV1_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130563/LDM_BRI(2013)130563_REV1_FR.pdf)



Sources : Site web de l'Alliance du Pacifique

UN BOULEVERSEMENT DES MODELES ECONOMIQUES

L'Alliance du Pacifique bouleverse les équilibres régionaux actuels et amplifie la fracture existant entre les deux modèles économiques présents en Amérique latine : un courant d'économie libérale dont se réclament notamment le Mexique, la Colombie et le Chili, et un modèle plus protectionniste appliqué par certains Etats comme le Venezuela et l'Argentine. Cette fracture se traduit dans les deux alliances que sont l'Alliance du Pacifique et le MERCOSUR.

La création de l'Alliance du Pacifique fait écho à l'échec du projet états-unien de la ZLEA. En offrant une alternative à l'ALBA²⁷ plus stato-centrée, et au MERCOSUR, de plus en plus protectionniste, **l'Alliance du Pacifique, de tendance néolibérale, souligne cette fracture politico-économique.**

UN CONCURRENCE FORTE AVEC LE MERCOSUR

Le succès rencontré par l'Alliance du Pacifique met d'autant plus en valeur les difficultés que connaît le MERCOSUR, dont la progression ralentit depuis quelques années. En effet, il est confronté à plusieurs cas

²⁷ Les Etats membres de l'ALBA sont le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Équateur et le Nicaragua.

de tensions entre ses Etats membres : tout d'abord, l'Argentine et le Brésil, les deux rivaux du cône sud, s'opposent sur des sujets variés, tels que les clauses de sauvegarde de l'industrie et le règlement des barrières douanières. Ensuite, l'Argentine et l'Uruguay s'opposent dans la « *guerre du papier* », contentieux concernant la construction d'usines de papier sur le fleuve frontalier entre les deux pays. En outre, les règles imposées par le Brésil aux autres pays membres ont généré le blocage de certaines décisions.

Pour répondre aux tensions interétatiques, le Mercosur jouit d'un tribunal de règlement des différends, institué en 2002 dans le contexte de la crise Argentine et d'une volonté commune de progression des Etats membres. Cependant, il n'est pas parvenu à régler certains blocages majeurs entre ses membres à ce jour, comme celui opposant l'Argentine et l'Uruguay. En effet, la structure institutionnelle interétatique du Mercosur, évitant toute session de souveraineté et faisant prévaloir l'intérêt national, engendre une certaine paralysie dans les négociations et souligne l'insuffisance de l'architecture institutionnelle du Mercosur²⁸. Ces difficultés ont probablement facilité l'émergence de l'Alliance du Pacifique.

L'Alliance du Pacifique, quant à elle, bénéficie également d'un organe dédié à la résolution des Obstacles Techniques aux échanges Commerciaux (OTC : *Obstaculos Tecnicos al Comercio*), au travers d'une médiation entre les Etats membres. Mais surtout, elle réunit quatre pays aux visions politiques et économiques convergentes, notamment en matière de libre échange, ce qui réduit les risques de blocage et permet des avancées particulièrement rapides, comme l'accord sur l'élimination de 92% des barrières douanières. Cependant, l'absence de différend entre les Etats membres de l'Alliance du Pacifique à ce jour empêche d'évaluer l'efficacité de son mode de gestion des conflits.

Sur le plan de l'intégration économique, et si l'on se base sur la théorie développée par Bela Balassa²⁹ dans son ouvrage *The theory of economic integration*, on constate que l'Alliance du Pacifique est destinée à devenir à court terme une **zone de libre-échange**, puisqu'elle a éliminé 92% des barrières douanières et devraient mettre un terme aux 8% restants dans les années à venir. L'Alliance tend également à évoluer en un **marché commun** au travers de la mise en place d'une collaboration des places financières nationales, le MILA (Marché Intégré d'Amérique Latine) et du projet de libre circulation des personnes, grâce aux accords convenus entre chefs d'Etat et au projet de création d'un « visa de l'Alliance du Pacifique ». En revanche, cette alliance n'a pas pour vocation d'être une union douanière, contrairement au Mercosur, et de mettre en place un Tarif Extérieur Commun. Elle n'a pas non plus pour projet de devenir une union économique, ce qui impliquerait l'harmonisation des politiques économiques de ses membres.

²⁸ René-Paul Desse et Hector Dupuy, *Mercosur : « vers la grande Amérique latine » ?*, édition Ellipses, février 2008, p.81

²⁹ Bela Balassa, *The theory of economic integration*, Allen & Unwin, Londres, 1968

Sur le plan économique, le MERCOSUR entretient de forts liens commerciaux avec l'Union européenne. Cependant, **l'échec des négociations avec l'UE** en octobre 2013 a amené cette dernière à négocier directement avec le Brésil. A ce sujet, on peut donc constater que les tensions que connaît l'Argentine avec ses voisins et ses craintes d'une hégémonie brésilienne, qui incitent Buenos Aires à rester en retrait du marché commun, constituent un blocage majeur à la progression du MERCOSUR³⁰ et à l'essor de sa propre économie.

UNE TRADUCTION DE LA DISPUTE DU LEADERSHIP LATINO-AMERICAIN ENTRE LE MEXIQUE ET LE BRÉSIL

Le Mexique et le Brésil sont les deux principales puissances - et par conséquent rivales - en Amérique latine. Le Brésil, sixième puissance mondiale en 2013, démontre au moyen d'une diplomatie remarquée et d'une présence active au sein des grandes instances de décision telles que l'ONU ou l'OMC, son ambition d'être reconnu en tant qu'acteur majeur de la scène internationale. De son côté, et depuis son entrée en fonction en décembre 2012, le Président mexicain Enrique Peña Nieto a placé le développement économique en priorité de son programme politique et a clairement affiché son souhait de mesurer la puissance du Mexique à celle du Brésil. Les deux Etats se sont d'ailleurs trouvés en concurrence dans l'élection du directeur de l'OMC en 2013³¹. Bien que les deux grands émergents n'utilisent pas les alliances régionales comme plateforme pour se positionner sur la scène internationale, ils y avancent leurs intérêts et révèlent leurs velléités de puissance.

L'Alliance du Pacifique peut-être considérée comme le **vecteur de la politique économique du Mexique**³² en Amérique latine, mais aussi vers l'Asie. En matière de politique étrangère, le gouvernement d'Enrique Peña Nieto place l'Asie, et notamment la Chine en priorité dans son agenda. Par ailleurs, il se concentre sur le développement économique du pays, considéré comme un moyen d'enrayer le problème de la pauvreté, et le phénomène de trafic et de violence qui plombe le Mexique. Enfin, le Mexique voit dans l'Alliance du Pacifique un tremplin pour diversifier ses partenaires, alors que 80% de ses échanges dépendent des Etats-Unis. De même, le MERCOSUR a servi les intérêts du Brésil quand celui-ci a dû résoudre

³⁰ France 24, *L'UE poursuit ses négociations avec le Brésil faute d'accord avec le MERCOSUR*, le 11 octobre 2013, disponible sur : <http://www.france24.com/fr/20131011-lue-poursuit-negociations-le-bresil-faute-daccord-le-mercotur>

³¹ Myriam Berber, *Deux Latino-Américains en finale pour la présidence de l'OMC*, RFI, le 26 avril 2013, disponible sur : <http://www.rfi.fr/ameriques/20130426-deux-latino-americaains-finale-presidence-omc>

³² Ambassade de France au Mexique, *Mexique : l'Alliance du Pacifique est le fer de lance de la politique économique extérieure en Amérique latine*, mai 2013,

la crise financière qu'il traversait dans les années 1980 en recourant à la substitution des importations à la production nationale³³.

Cette rivalité entre ces deux leaders est soulignée dans les relations économiques de la zone au travers de l'alliance à laquelle chacun appartient. En 2012, l'indice de croissance agrégée de l'Alliance du Pacifique s'élève à 5% selon la CEPAL et le commerce entre les Etats croît de 1,3% par rapport à 2011, alors que l'indice de croissance du MERCOSUR est de 2,9% et que les échanges entre Etats membres chutent de 9,4%³⁴.

Face à cette nouvelle dynamique économique, le Brésil, oscille entre craintes et curiosité en maniant un double discours : d'une part, il modère les bons résultats de l'Alliance. D'autre part, il lui reproche son faible degré d'intégration et ajoute que celle-ci devrait s'ouvrir vers le géant lusophone³⁵. Dans la mesure où le Brésil signera des accords de libre-échange avec chacun des pays membres, il pourra intégrer l'Alliance du Pacifique. En tant que membre du Mercosur, le Brésil bénéficie des accords de libre-échange signés entre le Marché commun, le Chili et le Pérou. Il est également signataire d'un accord-cadre avec le Mexique et d'un accord partiel avec la Colombie³⁶. En revanche, les deux derniers accords devront évoluer vers un véritable accord de libre-échange pour permettre une intégration véritable du Brésil au sein de l'Alliance du Pacifique.

UN TREMLIN POUR L'EMERGENCE DE SES ETATS MEMBRES

L'Alliance répond au besoin d'ouverture économique de ses membres, alors que les relations avec les Etats-Unis et l'Union européenne sont touchées d'obsolescence. La crise financière de 2008 a nettement réduit les exportations vers certains partenaires européens majeurs. De plus, le souci d'amoinrir la dépendance envers certaines puissances économiques traditionnelles et la crainte de subir l'impérialisme de ces pays incitent les membres de l'Alliance du Pacifique à se tourner vers d'autres acteurs, dont ceux de la zone du Sud-Est Pacifique. Ce phénomène s'inscrit dans la multiplication des alliances entre pays dits « du Sud »

³³ Mario Osava, *Brazil holds the key to door between Pacific Alliance and MERCOSUR*, Inter Press Service, le 3 juillet 2013, disponible sur : <http://www.ipsnews.net/2013/07/brazil-holds-key-to-door-between-pacific-alliance-and-mercosur/>

³⁴ Andres Oppenheimer, *La Alianza del Pacifico saca ventaja al MERCOSUR*, La Nacion, le 28 mai 2013, disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/1586060-la-alianza-del-pacifico-saca-ventaja-al-mercosur>

³⁵ MercoPress, *Brazil downplays the Pacific Alliance significance, as an "integration project"*, le 17 juillet 2013, disponible sur : <http://en.mercopress.com/2013/07/17/brazil-downplays-the-pacific-alliance-significance-as-an-integration-project>

³⁶ Sistema de Informacion sobre Comercio exterior, *Informacion sobre Brasil*, consulté le 22 novembre 2013, disponible sur : http://www.sice.oas.org/ctyindex/BRZ/BRZAgreements_s.asp

Par ailleurs, elle constitue un moyen pour l'Uruguay de contrer le protectionnisme de l'Argentine et du Brésil. Persuadé que son développement ne peut s'effectuer qu'au travers d'une intégration régionale forte, l'Uruguay ne cache pas sa déception face à la stagnation du Mercosur. De tradition économique plus libérale, l'Uruguay déplore les mesures protectionnistes prises par le Brésil et l'Argentine, comme les obstacles argentins aux exportations uruguayennes ou le contrôle des changes imposé. Par ailleurs, le Président Mujica a manifesté son intérêt pour le développement des relations avec la Chine³⁷. L'Uruguay pourrait à terme se tourner vers l'Alliance du Pacifique, pour laquelle il a déjà manifesté son intérêt, en devenant membre observateur. Cependant, il montre une position hésitante, car il entend entretenir de bonnes relations avec les deux « blocs ».

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'Alliance du Pacifique constitue une congrégation supplémentaire d'Etats du Sud participant à la décentralisation des échanges et des pôles d'attractivité économiques. Elle traduit le dynamisme économique de la région et son souhait de s'offrir une place de choix sur la scène internationale.

La mise en place d'une politique économique de libre-échange lui permet d'intensifier ses échanges et de se rapprocher des politiques américaines et européennes. Elle faciliterait donc son intégration et la signature d'accords avec les pays membres de ces zones. Cette politique va donc favoriser l'émergence économique de ses Etats membres.

L'Alliance du Pacifique représente également un **tremplin de développement économique pour les Etats d'Amérique centrale**, qui favoriserait les investissements directs de l'étranger, donc le développement de l'industrie nationale et la création d'emplois. Ceci pourrait avoir un effet positif sur la maîtrise du phénomène de violence, fléau majeur de plusieurs de ces Etats. En revanche, le libre-échange placerait leurs économies et industries en concurrence avec celles de pays plus forts, comme le Mexique, ou de pays

³⁷ El Tiempo, *Uruguay conectado al mundo*, 14 août 2013, disponible sur: <http://www.tiempo.com.uy/uruguay/1947-uruguay-conectado-al-mundo>

asiatiques comme le Vietnam, en engendrant par là-même un risque de stagnation voire d'affaiblissement des économies de ces Etats.

En effet, **les risques générés par cette Alliance dans une relation commerciale asymétrique avec l'Asie** doivent appeler les Etats latino-américains à faire preuve de vigilance : le libre-échange n'est pas une politique favorable aux pays dont les industries naissantes ne peuvent concurrencer les industries plus mures de certains autres Etats. Le risque de « primarisation » des économies existe, à l'instar de la relation ambiguë entre le Brésil et la Chine. Le libre-échange engendre également un **risque de *dumping social***, que les alliances doivent encadrées au moyen de dispositions légales.

Le surprenant dynamisme impulsé par l'Alliance du Pacifique engendrerait une **recomposition des alliances en place sur la zone**. Certains pays sont attirés par son dynamisme et s'en rapprochent progressivement, comme l'Uruguay et le Paraguay qui pourraient à terme demander un statut d'Etat membre. En ce sens, **l'Alliance du Pacifique risque de renforcer le clivage Atlantique/Pacifique** du continent latino-américain, entre un bloc prônant une dérèglementation des échanges et un ensemble de pays aux politiques économiques plus protectionnistes.

Cette polarisation des politiques économiques en Amérique latine s'explique par le **virage à gauche** des gouvernements d'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, qui a participé à une inclination du MERCOSUR vers des politiques plus protectionnistes. Mais elle constitue aussi une **traduction de la crise identitaire que traverse la région** : les morts du président péroniste Nestor Kirchner, en octobre 2010, et du président vénézuélien Hugo Chavez, se réclamant de la tradition bolivarienne, en mars 2013, ont affaibli les populismes au pouvoir en Amérique latine.

Les relations entre l'Alliance du Pacifique et le Brésil joueront un rôle déterminant pour l'alliance. **L'intégration du Brésil** dans l'Alliance serait un atout important de par l'influence qu'il a dans la zone et au niveau international. Cela pourrait également constituer un risque, car certains secteurs dans lesquels il est compétitif (agricole, nouvelles technologies, etc.) pourraient constituer une concurrence importante pour les autres Etats. En outre, on pourrait voir une polarisation des IDE en faveur du Brésil, au détriment des autres pays. Une union économique régionale sera un atout fort pour la zone sur la scène internationale. En revanche, si le Brésil reste à l'extérieur de l'Alliance, cela risque de freiner l'alliance économique et douanière des pays de la zone, et affaiblir celle-ci au niveau international. Par ailleurs, cette division économique pourrait se traduire en division politique : l'Alliance du Pacifique constitue donc autant un espoir économique autant qu'une menace pour l'union politique de la région.

Enfin se pose **la question de l'intégration des Etats-Unis à cette alliance** : contrairement au Brésil, le pays a signé des accords de libre-échange avec chacun des quatre pays membres. Et depuis que les Etats-Unis ont obtenu le statut de pays observateur, les spéculations vont bon train sur leur intégration comme Etat membre. L'intégration des Etats-Unis serait pertinente au regard de leur politique extérieure de rééquilibrage vers l'Asie (le « pivot asiatique ») et à leur participation à de nombreux forums asiatiques (ASEAN, APEC), convergente avec celle de l'Alliance. Leurs nombreux accords bilatéraux de libre-échange correspondent également aux ambitions et critères d'intégration de l'Alliance du Pacifique. Par ailleurs, l'entrée des Etats-Unis renforcerait le poids et la visibilité de l'Alliance. Cependant, comme le souligne Carl Meacham dans *Why should the U.S. join the Pacific Alliance*, la lenteur de la législation américaine pourrait constituer un frein au développement de l'Alliance.

On peut dire qu'il y a **une vision stratégique partagée par certains Etats des Amériques qui va au-delà de la zone Asie-Pacifique**. Les Etats membres de l'Alliance du Pacifique sont très intéressés par le projet du président Obama dit de « Partenariat Trans-Pacifique » (*Trans-Pacific Partnership*), dont l'appartenance à l'APEC constitue la première étape³⁸. Un rapprochement supplémentaire avec la zone asiatique au travers de l'Alliance du Pacifique sert donc un double intérêt : dynamiser les économies nationales et maximiser ses chances d'intégration au TPP.

³⁸ Barbara Kotschwar and Jeffrey J. Schott, *The next big thing ? The Trans-Pacific Partnership & Latin America*, Americas quarterly, Spring 2013, disponible sur: <http://www.americasquarterly.org/next-big-thing-trans-pacific-partnership>

SOURCES

L'Alliance du pacifique

<http://alianzapacifico.net/>

L'Organisation Mondiale du Commerce

<http://www.wto.org/indexfr.htm>

L'Organisation de Coopération et de Développement Economique

<http://www.oecd.org/fr/>

Mercado Integrado latinoamericano

<http://mercadomila.com/>

Sistema de Informacion sobre Comercio Exterior

<http://www.sice.oas.org>

The world factbook – CIA

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

BIBLIOGRAPHIE

Déclarations et rapports officiels

VII cumbre Alianza del Pacifico, consulté le 29 septembre 2013, disponible sur :

<http://www.viicumbrealianzadelpacifico.com/abec-cumbre-alianza-del-pacifico>

Ambassade de France au Mexique, *Mexique : l'Alliance du Pacifique est le fer de lance de la politique économique extérieure en Amérique latine*, le 9 mai 2013, disponible sur :

https://www.tresor.economie.gouv.fr/7325_mexique-lalliance-du-pacifique-est-le-fer-de-lance-de-la-politique-economique-exterieure-en-amerique-latine

Cancilleria de Colombia, *Declaración de Cali*, disponible sur :

<http://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/declaracion-cali-suscrita-la-septima-cumbre-la-alianza-del-pacifico-los-presidentes>

Latek Marta, *Commerce entre l'UE et l'Amérique latine – L'impact social de la libéralisation, bibliothèque du parlement européen*, le 20 juin 2013, disponible sur :

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130563/LDM_BRI\(2013\)130563_REV1_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130563/LDM_BRI(2013)130563_REV1_FR.pdf)

Ministère de l'économie du Canada, *Notes sur l'économie et le commerce en Colombie*, août 2012, disponible sur : <http://goo.gl/5pHpdX>

Ministère de l'économie et des finances, *Costa Rica - développement des relations économiques avec la Chine*, le 12 juin 2013, disponible sur :

http://www.tresor.economie.gouv.fr/7518_objet-visite-du-president-chinois-xi-jinping-au-costa-rica-3-4-juin-fortes-ambitions-dans-le-developpement-des-relations-economiques

OCDE, *Attracting knowledge-intensive FDI to Costa Rica: challenges and policy options*, disponible sur :

<http://www.oecd.org/countries/costarica/E-book%20FDI%20to%20Costa%20Rica.pdf>

SELA, *La Alianza del pacifico en la integracion Latinoamericana y Caribeña*, mai 2013, p.16, disponible sur :

http://www.sela.org/view/index.asp?ms=258&pageMs=75192&new_id=112949

Ouvrages

Balassa Bela *The theory of economic integration*, Allen & Unwin, Londres, 1968

Dabène Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, 2^{ème} édition, Armand Colin, 2011

Desse René-Paul et Dupuy Hector, *Mercosur : Vers la « grande Amérique latine*, éditions Ellipses, 2008

Vagnoux Isabelle et Van Eeuwen, *Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances*, éditions de l'Institut des Amériques, 2009

Articles

El Pais, *Colombia y Costa Rica firman el Tratado de Libre Comercio en Cali*, le 22 mai 2013, disponible sur <http://www.elpais.com.co/elpais/economia/noticias/colombia-firmara-tlc-con-costa-rica-durante-cumbre-alianza-pacifico-0>

El Tiempo, *Uruguay conectado al mundo*, 14 août 2013, disponible sur: <http://www.tiempo.com.uy/uruguay/1947-uruguay-conectado-al-mundo>

France 24, *L'UE poursuit ses négociations avec le Brésil faute d'accord avec le MERCOSUR*, le 11 octobre 2013, disponible sur : <http://www.france24.com/fr/20131011-lue-poursuit-negociations-le-bresil-faute-daccord-le-mercosur>

Kotschwar Barbara, Schott Jeffrey J., *The next big thing ? The Trans-Pacific Partnership & Latin America*, Americas quarterly, Spring 2013, disponible sur: <http://www.americasquarterly.org/next-big-thing-trans-pacific-partnership>

Kourliandsky Jean-Jacques, *Amérique latine : entre Alliance Atlantique et forum du pacifique*, le 17 juin 2013, disponible sur <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article8317>

Latin reporters, *L'Alliance du pacifique, pôle de libre-échange en Amérique latine*, consulté le 29 août 2013, disponible sur : <http://www.latinreporters.com/amlateco24052013iv.html>

Le Nouvel Observateur, *Accord de libre-échange entre les USA et le Chili*, le 16 juin 2003, disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20030607.OBS1970/accord-de-libre-echange-entre-les-usa-et-le-chili.html>

MercoPress, *Brazil downplays the Pacific Alliance significance, as an "integration project"*, le 17 juillet 2013, disponible sur: <http://en.mercoPress.com/2013/07/17/brazil-downplays-the-pacific-alliance-significance-as-an-integration-project>

Meunier Olivier, *Sommet de l'Alliance du pacifique en Colombie : Inclusif et prometteur du changement*, Université de Sherbrooke, disponible sur : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=1627>

Le Parisien, *Le MERCOSUR dans une zone de turbulences*, le 7 mai 2013, disponible sur : <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/le-mercosur-dans-une-zone-de-turbulences-07-05-2013-2786211.php>

Oppenheimer Andres, *La Alianza del Pacifico saca ventaja al MERCOSUR*, La Nacion, le 28 mai 2013, disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/1586060-la-alianza-del-pacifico-saca-ventaja-al-mercosur>

Osava Mario, *Brazil holds the key to door between Pacific Alliance and MERCOSUR*, Inter Press Service, le 3 juillet 2013, disponible sur : <http://www.ipsnews.net/2013/07/brazil-holds-key-to-door-between-pacific-alliance-and-mercosur/>

RFI, *Laura Chinchilla, prochaine présidente du Costa Rica*, 8 février 2010, disponible sur : <http://www.rfi.fr/contenu/20100208-laura-chinchilla-prochaine-presidente-costa-rica>

TABLE DES ABREVIATIONS

ALENA: Accord de Libre-Echange Nord Américain
ALBA : Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique
APEC : Coopération Economique d'Asie Pacifique
ASEAN : Association des nations d'Asie du Sud Est
CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
IDE : Investissements Directs de l'Etranger
FTA: Free Trade Agreement
MERCOSUR: Marché commun du Sud
MILA : Marché Intégré Latino-Américain
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
ONU : Organisation des Nations Unies
OTC : Obstaculos Tecnicos al Comercio
TLC : Traité de libre commerce
TPP : Partenariat Transpacifique
ZLEA : Zone de libre échange des Amériques

L'Alliance du Pacifique :
Etats des lieux, enjeux et perspectives

Note rédigée en **novembre 2013**
Olivia Ronsain